LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

LA GRANDE PRESSE
(REVUE PAR M-L DUBOIN)
PERD LA CONFIANCE QU'AVAIT EN ELLE L'OPINION PUBLIQUE. C'EST LE MOMENT DE PENSER PAR SOI-MEME :
L'ALTERNANCE PEUT-ELLE AMENER UNE ALTERNATIVE
(INTERROGE A.PRIME)
ENTRE LA CORRUPTION GÉNÉRALISÉE PAR LE CAPITALISME ULTRA LIBÉRAL
(DÉCRIT PAR D.KESSOUS)
OU NOS PROPOSITIONS, PLUS PHILOSOPHIQUES, D'ÉGALITÉ ET DE JUSTICE,
(COMME LE MONTRE V.BATTAGLIA)
ET QUI SEMBLENT À BEAUCOUP
(DONT J.BOURDETTE)
AUSSI UTOPIQUES QUE CELLE DE GALILÉE ?
FAUDRA-T-IL ATTENDRE UN SIECLE LA GRANDE IMPLOSION QU'IMAGINE P. THUILLIER
(ET QUE COMMENTE J-P MON)?

pour sept ans ...ou jusqu'à la Grande Implosion ?

N°952 février 1996

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

***TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures,* (16) 1 30 71 58 04**

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

KOU, L'AHURI ***ou la misère dans l'abondance***

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

épuisé. ~~**LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**~~

~~livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F,).~~

◊ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

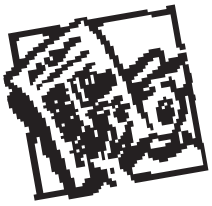
◊ *Enfin une bande dessinée :*

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.



Ce n'est sûrement pas par hasard si nous avons reçu de nos abonnés tant de coupures de presse ce mois-ci.
Nous en tirons cette revue d'actualité :

Après les politiciens, ce sont les journalistes professionnels qui perdent la confiance que mettait en eux l'opinion publique.
Ils se sont montrés trop "*à la botte"* de la *"pensée unique"* …
Il y a pourtant des exceptions qui confirment la règle… ou qui sont l'annonce d'une évolution.
Le plus courageux reste *le Monde Diplomatique* que nous citons souvent. Dans son excellent numéro de janvier, I.Ramonet a, comme nous[1], senti l'espoir qu'on peut tirer de la révolte sociale de décembre dernier, suivie avec attention par les salariés européens, et C.de Brie souligne qu'à côté de la dramatisation des déficits sur laquelle s'appuie l'offensive menée contre le monde du travail, aucune mesure n'a été prise contre les responsables de la disparition de 300 milliards dans des placements immobiliers spéculatifs, ni contre les bénéficiaires, connus, de ce gigantesque gaspillage dont la charge est reportée sur les autres contribuables.
Mais bien qu'un historien, Ph.Videlier, y dénonce l'absence totale de projet de la part des intellectuels "sonnants et trébuchants" avec cette magnifique expression : "le libéralisme a mangé les cerveaux", pas un de ses rédacteurs n'a eu le courage de se faire l'écho de notre numéro spécial, pas même dans la revue des revues !
Même analyse de la révolte commencée en décembre, dans l'article de Sud-Ouest intitulé *"Les porteurs d'espérance"* et signalé par plusieurs lecteurs. L'auteur, J-Cl Guillebaud prend nettement position :*«Une énorme frustration… s'accumulait… dans la classe salariale. Pensait-on vraiment que la société française était muselée jusqu'à la fin des temps ?… Où nous conduisent… ces reculades sociales… qui finissent par remettre en question les valeurs mêmes qui fondent la démocratie ?… Ce ne sont pas les partis politiques… ni les élites de la presse… qui auront fini par poser les bonnes questions et réveiller la société. Ce sont ces groupes réunis autour des braseros… jusqu'à nouvel ordre . Ce sont eux les porteurs d'espérance»*
Autre article repéré par nos lecteurs dans *La Croix* parce qu'il s'intitule "la révolution du travail". Signé J.Duquesne, il constate en effet la réduction du nombre global d'heures de travail en même temps que l'augmentation de la richesse pour conclure :*«On commence seulement à admettre aujourd'hui ce que quelques voix isolées criaient depuis des années : on ne sortira de la maladie du chômage que si l'on accomplit un changement de mentalité, une véritable révolution culturelle. Il faut admettre que le travail n'est pas une vertu, c'est seulement une nécessité… Nous entrons, difficilement, dans une société nouvelle… où le travail ne sera plus le centre de la vie.»*
Des *"écologistes"*, par contre, ont eu de curieuses réactions. L'éditorialiste de *Combat Nature* ne se prive pas, par exemple, dans son numéro de février 96, de critiquer ces grèves *"non démocratiques"* de fonctionnaires qui *"disent"* gagner peu, mais *"gagnent en fait beaucoup plus"* car notre écolo se permet *"d'estimer"* l'avantage que représente la sécurité d'emploi… et de donner en exemple l'Allemagne (il tombe bien mal…) qui a *"modernisé"* ses chemins de fer en supprimant 41.000 emplois en 1994, sans grève, et la Suède qui depuis janvier 96 diminue notablement les dépenses sociales.
Ce n'est pas le premier écolo qui ne voit d'économie que sur les besoins sociaux. Il ferait mieux de ne rien écrire du tout, ça économiserait quelques arbres…
Un lecteur de Montpellier a épinglé quelques belles idioties dans le *Midi Libre*. Bousquet, député UDF du Gard, propose pour créer des emplois que tous les salariés effectuent des semaines de 40 heures rémunérées 39, il juge *"illusoire, voire dangereuse"* la réduction du temps de travail ! Dans ce même journal, quelques jours plus tard, René Maury rejoignait l'abominable G.Sorman (qui a qualifié de *"carnaval"* le mouvement social). Pour lui, les syndicats ont *«violé les lois de la nature»* car il est normal que le fort domine le faible : *«il n'existe que deux sortes de comportements économiques : ceux qui respectent ces lois de la nature et ceux qui les ignorent ou qui les nient. Messieurs Blondel et Viannet font partie de ces derniers. Les grèves qu'ils ont provoquées ont paralysé des millions d'entreprises, etc. et les grandes surfaces ont été encombrées de stocks qui minorent leur rentabilité.»* La leçon de la pensée unique est bien récitée : la fonction publique est criblée de privilèges catégoriels… qui constituent la négation des lois de la nature !
Heureusement, la réplique à ces propos ineptes nous vient du ciel. Ou presque. Et d'une façon inattendue, puisque c'est dans l'*Humanité* du 15 janvier. Mgr Labille répond ainsi à cet odieux journaliste : *«N'oublions pas que les lois économiques à la différence, par exemple, des lois physiques, sont des règles décidées par les hommes. Si la société fonctionne d'une certaine manière, c'est parce que, quelque part, il y a des gens qui ont intérêt à ce qu'il en soit ainsi».* Avec le *Comité pour la mission du monde ouvrier*, soulignant l'attention de l'Église aux *«mouvements sociaux qui ont bouleversé la France ces dernières semaines»,* il explique *«Nous avons voulu dire non au tout économique, non à tout ce qui marque l'hégémonie de l'argent dans notre société… Au mois de décembre, beaucoup d'hommes et de femmes ont dit nous aussi nous existons ! Il n'y a pas que la loi des marchés financiers qui compte»* et il rappelle que le Christ a dit *«Vous ne pouvez servir à la fois Dieu et l'argent»*.

M-L DUBOIN.

———

1 *cf* "Espoirs et bobards" GR, N°951.

Quelle veine !

C'est vraiment de la chance d'avoir Alain comme Premier Ministre. Je dis Alain, tout court, tant je l'admire. Que d'humanité dans cet homme ! Quelle immense bonté se lit dans la tendresse de ses yeux. A mon avis, il a du travailler très jeune, peut-être qu'il a payé ses études en étant cheminot la nuit, tiens, à l'entretien des voies, parce que pour avoir cette compréhension instinctive des travailleurs, cette façon de parler, de deviner, à peine exprimés, les besoins des autres, il faut avoir connu le travail en équipe dans des conditions pénibles, et pour pas cher. Et quelle intelligence pour avoir compris le premier qu'être moderne, c'est revenir en arrière !
Il faut quand même être rudement doué pour savoir démontrer que le progrès social, arraché jadis de haute lutte, c'est en fait quelques privilèges ringards. Et puis d'instinct, il a trouvé du premier coup la seule réforme possible pour la sécurité sociale. Quel génie ! Il peut pas y en avoir d'autres. On va tout de même pas imaginer, je sais pas, moi, limiter les bénéfices des laboratoires médicaux. Avec quoi paieraient-ils leurs chercheurs ? Vous voudriez pas, pendant que vous y êtes, que les médecins soient payés comme des infirmières ? Et si on interdisait les dépassements de grands docteurs, si on empêchait les dessous de table que se font verser de grands chirurgiens, qui est-ce qui pourrait se payer les yachts qui mouillent dans les ports de plaisance ? C'est tout le tourisme de luxe qui serait mis en faillite !

KILY

UN CD TRES ACTUEL

En collaboration avec DIDIER DAGUENEL (Studio d'Enregistrement Tournesol,13 allée des Mariniers, 37550 Saint Avertin, tél : 47 65 72 30 ou 47 25 09 95), notre camarade JEAN-PIERRE POULIN va produire un CD comportant deux titres :

"Consommez" *et* ***"On veut des sous"***

du groupe MONDO NOVA ainsi qu'un texte de présentation de l'Economie Distributive.
Ce CD est destiné à être envoyé pour diffusion sur les ondes à toutes les radio de France.

Pour pouvoir financer le "pressage" des 500 premiers CD, il faudrait au moins s'assurer de 250 préventes au prix de 30 francs pièce. (Au cas où on n'atteindrait pas ces 250 préventes, les souscripteurs seront évidemment remboursés.) Joindre 5 francs par CD pour frais d'envoi. Adressez vos commandes accompagnées de votre réglement (mandat, chèque, espèces) à : J.P. POULIN, 7 rue Jules Ferry, 37110 Chateau Renault, qui vous enverra un reçu. Vous pouvez, biens sûr, commander plusieurs CD !
Si vous le souhaitez, vous pouvez aussi aller retirer directement vos CD au Studio Tournesol.

Merci du fond du cœur à tous les lecteurs
qui ont adressé tant de bons vœux à notre équipe.
Nous leur renouvelons les nôtres,
leur souhaitant en particulier beaucoup d'énergie !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

Allemand 70 - L. Janelle 300 - F. Jule 40 - R. Labesse 400 - Mme Lachapelle 270 - Mme Lahens 300 - J. Le Dore 120 - P. Le Nin 70 - J. Legros 60 - M. Lherminez 120 - C. Logre 170 - P. Magre 70 - A. Moreau 105 - P. Moreau 70 - A. Nahoum 370 - B. Palier 300 - M. Peron 70 - Mme Picourlat 270 - L. Piel 70 -A. Prime 300 - R. Quicroit 70 - M. Sacagi 70 - R. Saillard 120 - R. Savart 120 - J. Morilhat 50 - M. Calmeyn 90 - M. Canetto 370 - G. Carle 70 - Mme Cerison 170 - G. Chauvin 70 - J.Christin 100 -Mlle Corcellet 200 - G. Coty 50 - R. Coustillac 40- M. Couton 120 - M. Delahaye 70 - M. Dosset 100 - H. Druel 70 - P. Dubal 120 - S. Faure 100 - Mme Fournier 370 - M. Fournier 70 - Mme Giat 20 - J. Gobeau 70 - Y. Gourbeault 100- Mme Guyot Le Troter 70 - Mlle Thomas 70 - J. Valat 200 - Ch. Vieille 50 - R. Villégier 385 - P. Wendling 70 - R. Baglin 70 - P. Bauge 70 - Ch. Bauny 70 - Mme Berger 100 - M. Bernardat 70 - H. Bevançon 370 - J. Bourdette 150 - M. Bourrely 20 - R. Mourin 70 - D. Weichel 20 - M. Montfort 50 - L. Kiang 200 - J.M. Mailet 20 - P. Ricard 370 - J.P. Charvolin 30

Total 8.870 F.

Un très grand merci à tous !...

A NOS ABONNÉS : ***Merci de nous éviter des frais de rappel en guettant la date d'échéance de votre abonnement, que nous prenons soin d'indiquer à côté de votre adresse, et de nous dire à temps si vous voulez le prolonger.***

Alternance et alternative

par André Prime

Malgré leur similitude, ces deux mots ont des significations diamétralement opposées, singulièrement dans le domaine qui nous occupe, la philosophie de l'Homme et le devenir du monde.

L'alternance se résume en politique à une simple succession droite-gauche . Sous le règne de Mitterrand, par exemple, il y eut quatre alternances, mais les politiques menées ont été quasiment les mêmes sur l'essentiel, la gestion de l'économie de marché et de son corollaire, l'ordre établi.

L'alternative, par contre, implique un "choix entre deux possibilités"[1] : en 1981, on attendait une alternative. Depuis la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS, nombreux sont ceux qui voudraient faire croire que la lutte n'est plus entre socialisme et capitalisme, mais entre économie sociale de marché et libéralisme à l'anglo-saxonne. Ce dernier, pour qui il y a toujours trop d'État, prône privatisation et déréglementation totales, indifférent à leurs dramatiques conséquences, il est bien représenté en France par Madelin.

Pour nous, la seule alternative au libéralisme, c'est le socialisme authentique. Sans l'aveuglement, la cupidité, la lâcheté ou la trahison, il devait être au rendez-vous de cette fin de siècle qui a vu la plus grande révolution, tous azimuts, dans les progrès techniques (l'avion, l'automobile, le cinéma ont cent ans ; le radar, l'ordinateur ont en gros un demi-siècle). L'homme s'est créé ainsi les conditions pour aborder, enfin, un monde où il puisse, matériellement et culturellement, avoir droit au bonheur, ce bonheur dont Saint-Just, disait il y a déjà deux siècles, qu'il était *"une idée neuve en Europe"*.

Mais hélas, ces progrès ont été utilisés dans des guerres destructices plutôt que de se transformer en progrès social. Celui-ci doit être arraché, il n'est jamais octroyé. Il a fallu d'âpres luttes, après les atroces souffrances du dix neuvième siècle, pour que le vingtième connaisse de grandes avancées sociales. Et à l'aube du 3ème millénaire, malgré l'abondance possible grâce aux esclaves mécaniques et électroniques, le monde, la France, broient du noir. L'inquiétude grandit. On l'a constaté de façon aiguë dans les grandes grèves de fin 1995. La société duale s'approfondit : en France, 20 % de la population possède 80 % de la richesse !

* * *

Alors quel espoir pour une alternative ?

Dans le monde, les grandes données de cette fin de siècle sont :

— la mondialisation de l'économie, avec pour conséquence les délocalisations vers des pays à bas coûts de main-d'œuvre, d'où importation de chômage dans les pays riches,

— le règne sans partage de l'économie de marché, du libéralisme sauvage : c'est le règne de la finance et de la spéculation,

— le développement démographique dans les mégapoles des pays pauvres, Mexico, par exemple). La planète qui comptait 3 milliards d'habitants en 1960 en aura bientôt 6 milliards.

— le développement de la drogue : chiffre d'affaires dans le monde 700 milliards de dollars. La drogue touche notamment les jeunes exclus de la société (ce qui contribue à la propagation du Sida).

Les États-Unis sont revenus en force sur le devant de la scène. Après une véritable invasion japonaise, 2 ou 3 années de flottement, la restructuration de leur outil de production a fait d'eux les premiers producteurs et vendeurs d'armes du monde. Sur le plan diplomatique, ils ont doublé l'ONU en Bosnie alors que les Américains n'avaient jamais eu un seul casque bleu sur le sol bosniaque. Ainsi la Bourse de New-York termine-t-elle l'année à +35 %. L'économie du Japon stagne, le chômage augmente (+ 330.000 en un an), mais son budget de la Défense est le deuxième du monde (237 milliards de francs). Il est en augmentation de 2,5 %, soit nettement plus que la croissance générale du pays.

L'Europe , le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle a du mal à prendre corps. Ce n'est pas la substitution de l'Euro à l'Écu qui modifiera la tendance. Elle apparaît aujourd'hui comme une zone de libre-échange, avec ses 350 millions de consommateurs, plutôt qu'une entité politique et surtout sociale. Le social est partout "tiré vers le bas", l'équilibre se situant là où les gouvernements sentent venir de gros conflits sociaux.

Pour Bruxelles, ce qui compte c'est la compétitivité avec les autres économies mondiales. La déréglementation devient la règle : pressions pour que soient privatisées et livrées à la concurrence les services publics tels que télécom, compagnies d'aviation,etc. Lorsque nos impôts auront restauré leur rentabilité, la SNCF, EDF, le Crédit Lyonnais, etc devront suivre.

Aucun parti social-démocrate, dont le PS, ne remet en question cette économie de marché.

L'Union des syndicats *"socialistes"* européens pourrait être un centre d'action commune. Mais jusque là, on n'en a guère entendu parler.

Même l'économie allemande manque d'optimisme. Les syndicats en sont à monnayer le gel des salaires avec maintien des emplois. Geste généreux, certes, envers les travailleurs menacés, mais qui ne s'inscrit nullement dans la perspective d'une alternative à la société actuelle, auto-asphyxiée par l'économie capitaliste.

En France, deux faits marquants sont à retenir. Le premier

est nouveau, capital, c'est la sympathie persistante et majoritaire, après trois semaines de galère, des non grévistes qui ont fait la "grève par procuration". Au-delà des revendications catégorielles s'est dégagé un ras le bol général de cette société qui ne sait engendrer que l'exclusion, la peur du lendemain et de l'après-demain pour les enfants.

En 1968, la jeunesse rejetait une société de consommation quasi sans chômeurs : 1968 était une *crise de civilisation*. Alors que1995 est une *crise de société*, le refus d'une société qui ne peut déboucher sur avenir radieux. Malheureusement, pendant cette grève, ni les syndicats, ni la gauche n'ont proposé un programme crédible de changement de société…

Le second fait marquant est que la réduction du temps de travail[1] a refait surface, au point que Juppé a dû l'inscrire à son fameux "sommet" social du 21 décembre. Ce jour-là, Larrouturou[2] est réapparu par une pleine page de publicité *"Connaissez-vous la semaine de 4 jours ?"* dans *Le Monde* (coût estimé 100.000 F). Et Rocard déclarait dans *La Vie* : *« Il existe une seule solution à la crise : il faut viser la semaine de 4 jours* » Que ne l'a-t-il proposée alors qu'il était Premier Ministre ! Certes, plaider pour le partage du temps de travail ne signifie pas qu'on veuille changer de société. Mais c'est un premier pas vers une société réellement alternative.

* * *

Au lendemain de la plus grande manifestation, Chirac déclarait : *« Il n'y a pas d'alternative à la politique menée par le gouvernement »*. Le peuple est prévenu, mais les faits sont têtus. L'épreuve a revivifié la solidarité des exploités. Le courage n'était pas du côté de Juppé, simplement entêté, mais du côté de ceux qui, dans le froid, ont sacrifié leur salaire et leur Noël.

La situation est donc propice pour convaincre. Car, comme l'a écrit J.P. Sartre[3] : *«La vie humaine commence de l'autre côté du désespoir »*

————

1. Encore une fois, mieux vaut parler de "partage du temps de travail" que de "réduction du temps de travail". Celle-ci est ambigüe, les patrons ont vite fait de récupérer en l'annualisant au mieux de leurs intérêts, en faisant du chantage aux licenciements pour abaisser temps de travail et salaires.
2. Voir GR n° 928, nov. 93.
3. *"Les mouches".*

Vive la corruption !

par Djémil Kessous

Dans un précédent article[1], nous avons entrepris de montrer comment la *Révolution industrielle* que nous connaissons depuis un peu plus de deux siècles s'est progressivement accompagnée d'une *vénalisation (marchandisation) universelle* caractérisée par l'élargissement et la généralisation incessante de la reproduction du capital dans toutes les sphères de la société. Schématiquement, ce phénomène se réalise ainsi : avec de la monnaie A, le capitaliste achète des marchandises M (de l'outillage, des matières premières, du travail) qu'il échange ensuite contre une nouvelle somme plus grande A'… et ainsi de suite… C'est la célèbre *formule générale du capital* A=>M=>A' décrite par Marx dans le livre I du *Capital* et qui n'a cessé de se multiplier jusqu'à nos jours de manière explosive comme une véritable réaction en chaîne.

Ce phénomène cyclique ne peut se reproduire correctement que si, à la fin de chaque opération, la quantité de monnaie est en augmentation : A' doit être plus grand que A . En outre, comme ce cycle infernal ne tourne convenablement que dans une expansion incessante, une importante partie de l'argent A' obtenu doit y être réinvesti. Ainsi, au cours de ces deux derniers siècles, ce phénomène n'a pu se perpétuer plus ou moins correctement — avec tous les heurts et les chaos que l'on sait — que par une expansion continue tant de la masse monétaire A que de la marchandise M. Pour la marchandise, le développement s'est réalisé de deux manières : *géographique* (I) et *intrinsèque* (II) suivantes.

I. D'un point de vue *géographique*, la marchandise M propulsée par le cycle A=> M=> A' a progressivement envahi la planète entière. La Révolution industrielle dont le berceau se trouve dans le Nord de l'Angleterre a, par la suite, de proche en proche, exporté et généralisé la société capitaliste et son commerce de marchandises au monde entier : à la France, à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à l'Amérique du Nord, et ainsi de suite. Le capitalisme qui, au départ, ne concernait superficiellement que les villes, les ports, les franges littorales, a alors réalisé au cours de ces deux siècles, une véritable invasion planétaire en pénétrant toutes les épaisseurs continentales à l'aide de ces vecteurs privilégiés que furent successivement les canaux avec leurs péniches, puis les chemins de fer avec leurs locomotives à vapeur, enfin les routes et autoroutes avec les camions et autres automobiles ; ce phénomène trouvant son couronnement avec le raffut infernal des modernes *jets*.

II. D'un point de vue *intrinsèque*, au cours de son inflation constante, la marchandise s'est métamorphosée pour *tout* concerner ; au départ simple *exception* luxueuse (les épices, les bijoux et autres produits de l'artisanat évolué), la marchandise est progressivement devenue la *règle* commune ; réciproquement, *tout* est devenu marchandise : le travail (avec le salariat), les terres, les subsistances élémentaires (habillement, nourriture, logement), etc.…

Avec l'avènement de ce système, une autre innovation — de taille — s'est produite : dès lors, ce n'est pas la demande, le besoin, la rareté, qui a prédominé dans la société (contrairement à ce que prétend une légende entretenue par les économistes distingués des différentes école) mais l'*offre*, la pléthore. Le capitalisme repose, en effet, sur la prédominance de l'*offre*. Tous ceux qui, bon gré

mal gré, participent à ce cycle infernal A=> M=>A' en expansion constante ont quelque chose à offrir, à échanger contre de l'argent (ne serait-ce que leur travail) et sont contraints de chercher des clients (ne serait-ce qu'un patron) voire de susciter son besoin.
Avant J.Duboin, dès 1880, dans son *Droit à la paresse*, P.Lafargue avait parfaitement vu cela :*«Le grand problème de la production capitaliste n'est plus de trouver des producteurs et de décupler leurs forces, mais de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leur créer des besoins factices»*[2]. Néanmoins cette grande abondance potentielle s'est accompagnée, pour les besoins de la cause, d'une frustration - rareté artificiellement entretenue et indispensable au système.

UN SYSTEME CRIMINOGENE

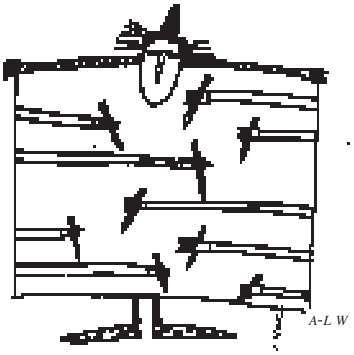
A présent, pour cultiver cette demande, la relancer, il faut même aller jusqu'à provoquer de l'usure rapide, voire des destructions : non seulement les guerres mais même les calamités naturelles sont bienvenues ; ainsi, il y a deux ans, certains économistes constataient combien les inondations catastrophiques du Mississippi avaient bénéficié à l'économie américaine. Ce caractère profondément destructeur du système capitaliste a été observé par de nombreux auteurs, Duboin, Marx, R.Luxemburg et, avant Fourier, qui, dès 1829, notait :*«Tout industrieux est en guerre avec la masse, et malveillant envers elle par intérêt personnel. Un médecin souhaite à ses concitoyens de bonnes fièvres, et un procureur de bons procès dans chaque famille. Un architecte a besoin d'un bon incendie qui réduise en cendres le quart de la ville, et un vitrier désire une bonne grêle qui casse toutes les vitres …C'est ainsi qu'en industrie civilisée tout individu est en guerre intentionnelle avec la masse». (Le nouveau monde industriel et sociétaire)*. En fait, c'est cette distorsion considérable existant entre cette offre-abondance potentielle et la rareté maintenue artificiellement qui rend ce système éminemment *criminogène*.
Mais ne soyons pas injustes : la Révolution industrielle-capitaliste, dans les pays qui ont pu en bénéficier, a également permis un accroissement exceptionnel du niveau de vie de chacun. Avant qu'elle ne s'enclenche, la société précapitaliste était extrêmement pauvre ; la grande majorité des populations vivait durement et connaissait un grand dénuement. Il y a deux siècles, le niveau de vie, jusque dans les régions les plus favorisées du monde, était comparable à celui des pays les moins avancés d'aujourd'hui… Rien à voir avec notre abondance actuelle… Graduellement, la richesse a progressé… Et puis, à partir de la fin du XIXe siècle, certaines notions nouvelles sont apparues, insoupçonnées jusque là ; nombreux furent nos aïeux qui se sont fait une haute idée de ces grands principes, de ces grandes institutions populaires : l'enseignement gratuit et laïc, la République, la démocratie, l'égalité des sexes, la santé, les loisirs, la culture, le sport… accessibles à tous les citoyens sans distinction.
Or voilà qu'à présent la vénalisation pénètre tous ces secteurs, sans exception, et les corrompt. Dans la réaction explosive *argent-marchandise* tout se transforme en marchandise, et l'argent, en inflation constante, dissous, corrode, *tout*. Un exemple est édifiant, à cet égard : celui de la santé publique. Chacun sait que, avec le progrès scientifique, elle s'est bien améliorée au cours de ces deux derniers siècles. Dans le passé toutefois, le médecin avait une *certaine idée* de sa mission. L'ancienne notion d'*honoraire,* par exemple, est très éloignée de la forme vénale qu'elle a prise plus récemment ; jadis, en échange des soins dispensés, on donnait ce qu'on voulait et ce qu'on pouvait : un poulet ou un service. Le dessous de table était inconnu. Chacun sait aujourd'hui combien le secteur de la santé est corrompu. Lorsqu'il ne s'agit que de prescriptions inutiles destinées à faire tourner l'industrie pharmaceutique, cela n'est pas trop grave. C'est déjà un peu plus gênant lorsqu'un dentiste vous soigne des caries imaginaires en trouant des dents saines. Or, actuellement, certains praticiens peu scrupuleux vont jusqu'à mettre gravement en péril la santé de leurs patients. J'ai un ami très estimé - il se reconnaîtra - qui est devenu un *grand brûlé intérieur*… à cause de rayons indûment prescrits par l'un de ces épiciers de la santé. Comme le notait Fourier :*«un médecin souhaite à ses concitoyens de bonnes fièvres»*. *«D'abord ne pas nuire » (primum non nocere)*, est pourtant l'un des principes immémoriaux de cette respectable corporation, comme le rappelle A.Bourguignon dans une intéressante étude[3].

UNE CORRUPTION GÉNÉRALISÉE

Comme chacun sait, l'arnaque s'est généralisée, la vénalisation a tout pénétré et corrompu : non seulement la santé, mais la vie politique, le sport[4]… la charité est devenue un *business*[5]. Tout comme celui de la drogue, l'argent de *l'aide* au tiers monde est recyclé par le système. Les *affaires*, les scandales ne cessent de se multiplier, au point que, désabusés, l'on ne se scandalise même plus. Le clientélisme devient la règle générale. Il y a peu de temps encore, certains journalistes (qui n'échappent pas à la corruption, comme chacun sait) faisaient leurs gorges chaudes avec la dépravation des dirigeants du tiers monde, en dissimulant soigneusement l'origine de cette corruption, entretenue et exportée par notre monde marchand. Mais à présent, cette dissolution, comme un cancer, atteint le cœur de notre société à travers tous ses organes. Et, paradoxalement, cela nous rend très optimistes. En effet, ce n'est pas tant l'homme qui est corrompu - une grande majorité, d'ailleurs, médecins, journalistes, ou simples particuliers, refuse de se compromettre - qu'un certain capitalisme qui a fait son temps. Ce même système qui, directement ou non, a enfanté tant de bêtes immondes, surtout au cours de notre siècle, est en train d'agoniser, de pourrir. Cette putréfaction qui se généralise annonce sa fin prochaine.
Alors, tant mieux !

———

1. GR n° 937, oct 94
2. *"Le droit à la paresse"*, Maspéro, 1969, pp.139-140.
3. *"La médecine est-elle folle?"* in Transversales, N°35.
4. L'affaire Tapie-OM.
5. La récente affaire de l'ARC.



Nous avons reçu en décembre une longue lettre de Jean Bourdette que nos lecteurs connaissent pour avoir défendu ici, à plusieurs reprises, la rémunération financière *immédiate* du travail, refusant pour cela le Contrat Civique avec lequel celle-ci ferait l'objet d'une nouvelle sorte de marché. Impatient, il se dit, dans une lettre du 12 janvier, *«très étonné, en lisant le n° 951, de ne pas y trouver la moindre allusion au courrier que je vous ai adressé»* et demande sans aménité si *«la raison de votre silence était que vous n'aviez pas encore trouvé quoi répondre...»*

Remercions tout d'abord aimablement Jean Bourdette d'animer ainsi notre *Tribune Libre*. Et précisons qu'ayant reçu à la même époque de la part de Valérie Battaglia un article remarquable qui traite de l'égalité sur un plan philosophique et historique très général, nous avons choisi de réunir ses critiques et cet article, ce qui fait beaucoup de texte, dans un même numéro.

Depuis, nous avons lu *La Grande Implosion* de P.Thuillier, et reçu des passages d'un livre de H.Liberge, extraits pour nous, par hasard, par un lecteur. Ces deux ouvrages et même quelques passages de notre *Courrier* ajoutent encore des réflexions en réponse à celles de notre correspondant.

Voici d'abord les questions soulevées :

On ne trouve, pas plus en lisant la GR que les ouvrages successifs où est énoncé son programme, la moindre allusion sur les moyens d'accession au pouvoir politique par lesquels l'Economie distributive espère parvenir un jour à être en mesure d'appliquer ses projets et ses dogmes.

... Le gouvernement actuel, soutenu par une écrasante majorité omnipotente sur le plan local comme sur le plan national, est en train d'échouer totalement dans ses tentatives de résoudre les problèmes de la crise actuelle.

... La gauche va donc vraisemblablement redevenir majoritaire à l'Assemblée Nationale, et donc au gouvernement (mais non au Sénat ni à l'Élysée). Elle va donc être en mesure de faire enfin une nouvelle politique favorable aux "classes victimes" et capable de résoudre la crise, au moins partiellement.

C'est donc seulement à ce moment qu'il sera possible de proposer aux parlementaires de cette nouvelle majorité, et aux nouveaux ministres issus de ses rangs, les mesures contenues dans le programme de l'E.D. Tenter de le faire aujourd'hui, comme vous le proposiez juste avant les législatives de 1993, alors qu'une écrasante majorité de droite était prévisible, serait gaspiller notre papier et notre temps en pure perte.

Alors que peut-on prévoir de leurs réactions et de leurs réponses aux propositions de l'E.D. ?

Il est possible et même probable qu'ils approuvent certaines de celles-ci, comme la dissociation du revenu de l'emploi salarié, et donc la distribution d'un revenu social suffisant à tous ceux qui en sont privés, revenu non repris sur le pouvoir d'achat des autres, comme l'est actuellement le RMI, mais gagé sur la valeur estimée des stocks issus de la production, transformée ainsi en pouvoir d'achat nécessaire à leur consommation.

Par contre, sur la question de la monnaie, croyez-vous franchement que vous trouverez un seul député, même du PCF, même trotskiste ou "lutte ouvrière", s'il y en a, pour accepter le fameux principe de votre monnaie non transférable, d'où découle l'interdiction du transfert monétaire de l'acheteur au vendeur, donc la fin du commerce indépendant et du bénéfice de la libre concurrence pour le consommateur ? ...Croyez-vous que ce député, même d'extrême gauche, même habitué à condamner le profit, irait prendre le risque de se mettre à dos tous les commerçants, artisans, travailleurs indépendants et entrepreneurs de sa circonscription; soutenus, de plus, par tous les consommateurs, soit la quasi totalité de l'électorat ?

Et même à supposer qu'il se trouve une majorité de députés pour voter une loi rendant, selon votre volonté, la nouvelle monnaie non transférable, celle-ci serait inévitablement rejetée par le Conseil Constitutionnel comme contraire à la constitution. Vous n'êtes pas sans savoir, en effet, que la liberté du commerce est garantie par notre actuelle Constitution comme un droit "inviolable et sacré" au même titre que le droit de Propriété, y compris des moyens de production, dont elle est la conséquence logique. Elle l'est d'ailleurs comme pour toutes les constitutions qui l'ont précédée en deux siècles, depuis la fameuse "Loi Le Chapelier" qui mettait fin aux privilèges des corporations et de leurs "jurandes", seules habilitées à délivrer les autorisations de vendre sous l'Ancien Régime.

Cette liberté du commerce implique :

- le droit, pour quiconque, de vendre, à titre professionnel comme occasionnel, les biens ou services résultant de son travail personnel, ou du travail de ses employés rémunérés s'il en a, ou encore préalablement achetés par lui à des tiers, puis revendus après qu'il leur ait adjoint une "valeur ajoutée",

- le droit, pour ce vendeur, de s'approprier le bénéfice résultant de l'achat desdits biens ou services par ses clients, sous réserve que ceux-

ci aient eu loisir d'acheter en pleine liberté et connaissance de cause (d'où illégalité de la vente forcée, de la publicité mensongère, etc.)
- le droit, pour l'acheteur, de choisir librement ses vendeurs en fonction de la règle inviolable de la libre concurrence.
C'est aussi cette liberté constitutionnelle qui permet à n'importe quel citoyen disposant d'une friteuse, d'une poêle et d'un moule à gaufres de s'installer sur une avenue ou une place et, sous la seule condition d'avoir acquitté une taxe, de vendre librement des frites, des crêpes, et des gaufres, et de gagner éventuellement beaucoup d'argent s'il a beaucoup de clients…
C'est aussi cette liberté qui vous permet de vendre votre logement, votre pavillon ou votre voiture, au besoin en réalisant une plus-value si les circonstances du marché sont favorables… C'est enfin cette liberté qui vous donne la possibilité, en tant que consommateurs, de faire jouer la concurrence entre les commerçants et artisans, dont vous exigez des devis avant toute commande de travaux, et de tous les vendeurs en général…
Les parlementaires, toutes chambres réunies, ne peuvent donc supprimer cette actuelle liberté du commerce, ce droit de chacun au libre marché, dans le cadre de la Constitution actuelle. Pour instaurer la nouvelle monnaie non transférable, que veut imposer l'E.D., il faut donc obligatoirement changer la Constitution, et , pour cela, avoir recours à un référendum.
Si ce référendum obligatoire est organisé, croyez-vous sérieusement qu'une majorité d'électeurs répondra Oui à la fin de cette liberté de marché, de ce droit de vendre et d'acheter en état de libre concurrence, de cette exigence légitime de tout consommateur à être traité en client qu'on respecte par les vendeurs, pour les voir remplacer par un revenu imposé à chacun arbitrairement et une monnaie "non transférable" ?…
Pour ma part, je puis répondre à l'avance, et avec la plus totale certitude : Non !…
Il est donc à prévoir, et il est même certain, que l'ensemble des consommateurs refusera le projet d'étatisation généralisée du commerce qu'implique la monnaie non transférable imposée par l'ED, tout comme les "consommateurs" d'enseignement privé ont refusé le projet de loi Savary en 1984.
Il est tout aussi impossible de supprimer la loi du marché que la loi de la pesanteur … La seule évidence, c'est que le marché ne fonctionne que si les masses disposent de pouvoir d'achat, et c'est donc ce pouvoir d'achat manquant qu'il faut distribuer, mais sans, pour autant, "jeter le bébé avec l'eau du bain".
Il est donc parfaitement possible de faire l'Economie distributive tout en conservant la liberté de marché.

Jean Bourdette

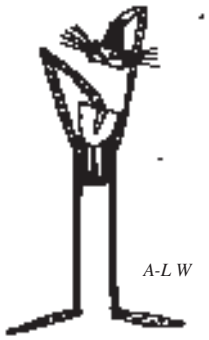
Notre fidèle lecteur a bien raison, nous n'avons pas présenté de programme politique, même si, dans le passé, certains distributistes l'ont fait.
Effectivement, le gouvernement actuel est incapable de résoudre la crise du chômage. Nous ne cessons d'expliquer pourquoi.
Que la gauche redevienne majoritaire à l'Assemblée, on peut le souhaiter, parce qu'elle hésitera un peu plus que la droite à bafouer le progrès social acquis par tant de luttes au cours de l'histoire. Mais n'ayons plus trop d'illusions : la gauche a montré sa soumission aux "lois" de l'intégrisme financier (qui ne sont pas celles de la nature). Comme on trouve de plus en plus de groupes de réflexion qui s'ouvrent aux idées de l'ED, on peut penser que de nouveaux élus comprendront les limites de la REdistribution, qui ne peut satisfaire personne, ni ceux à qui elle reprend, qui se sentent frustrés, ni ceux à qui elle donne, qui se sentent inutiles et assistés. Mais il ne faut pas confondre RMI amélioré et économie distributive : la société duale n'est pas notre idéal.
Quant à la question de la monnaie, d'accord aussi pour estimer qu'il n'y a pas un seul candidat député qui soit prêt à suivre nos analyses et nos propositions. Avez-vous remarqué comment les médias ont traité, pendant les présidentielles, le candidat inconnu qui sortait des chemins battus pour expliquer le pouvoir financier ? C'est un domaine qui repousse, une question que les gens ont en général peur d'aborder.
D'accord aussi à propos de la Constitution (mais le problème n'est pas que français), il faudra effectivement la changer. Si on admet qu'il n'y a pas plus *d'employés rémunérés* que d'esclaves, il faudra dire que nous sommes tous citoyens associés et responsables d'une tâche choisie. Et puis notre Constitution s'appuie sur une Déclaration Universelle qui commence par affirmer que **tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit.** Il aurait déjà fallu la changer pour préciser les hommes **et les femmes**, et surtout l'appliquer : songez à tous ceux qui ne sont pas libres parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Les SDF n'ont même pas le droit de vote !

***

ET POURTANT ELLE TOURNE !

Vous avez donc bien raison…
Devons-nous pour autant nous soumettre à l'opinion généralement admise, comme Galilée dut le faire pour sauver sa peau ? A notre époque, tout le monde serait d'accord pour lui rétorquer *« Quelle utopie d'imaginer que la Terre tourne autour du Soleil. Vous n'avez qu'à lever les yeux : le Soleil apparaît le matin d'un côté et disparaît le soir de l'autre, c'est la preuve qu'il tourne dans le ciel !»* Et l'inertie des mentalités est telle qu'on parle encore, quatre siècles après, du lever et du coucher du Soleil !
Notre projet de société est bien plus qu'un programme politique. C'est un vaste projet, philosophique sans doute, culturel, éthique, s'appuyant sur les faits et sur une certaine évolution, voulant offrir à chacun les moyens de pleinement s'épanouir. Devrions-nous, pour nous faire élire, lui rogner les ailes ? Et comme tant de politiciens, nous abaisser à promettre ce qui plaît aux électeurs pour ensuite faire tout autre chose, en comptant sur la force ainsi acquise?
NON, MERCI ! M-L D.

voici la réponse générale de **VALÉRIE BATTAGLIA**



à propos de l'égalité

La notion d'égalité se trouve au coeur des problématiques de la justice et de l'exercice politique de la démocratie. Le mot s'affiche rayonnant au fronton de tous nos bâtiments républicains. Or aucun concept ne fut jusqu'à présent aussi bafoué et avec autant de très graves conséquences.

Nous vivons sur une planète où les inégalités s'aggravent chaque jour dramatiquement et où l'égalité, assimilée à un cauchemar stalinien, fait frissonner d'horreur le plus sincère démocrate. Comment une telle perversion des mots et des choses peut-elle se perpétuer ainsi ?

un préalable

Pourtant, il fut des moments dans l'histoire de la philosophie (nous ne parlerons pas de l'histoire des utopies sociales puisque dans celles-ci, quasiment sans exception, l'égalité est le préalable à toute construction sociale désirable) où l'égalité fut souhaitable et étudiée comme condition d'accessibilité à une vie bonne. Elle constituait l'horizon indépassable de l'éthique et du politique, et même si sa réalisation n'était pas actualisée, du moins les décisions pour le présent et l'avenir devaient-elles en tenir compte.

Pour la philosophie, depuis Aristote jusqu'à Ricoeur, toute éthique et toute politique doit poser comme préalable l'égalité de tous les citoyens pour le premier, celle de tous les hommes pour le second.

Or tout débat dans l'espace public sur l'égalité est aujourd'hui déclaré inepte ou utopique (ce qui pour beaucoup signifie la même chose), à l'heure même où les inégalités en France et dans le monde progressent de manière insupportable dans tous les domaines de l'activité et de la vie humaine.

Un livre récent d'Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités* (éditions Syros) le démontre méticuleusement. Leur étude décrit un système de l'inégalité particulièrement déterministe et implacable: celui de nos sociétés capitalistes. Inventoriant toutes les inégalités imposées par notre société (inégalités non seulement des revenus, de l'emploi, mais aussi face à la santé, à la mort, au temps libre, aux médias, entre sexes, selon les âges, entre Paris et la province, culturelles...), ils nous révèlent l'injustice politique et l'illégitimité éthique du libéralisme, et donc son illégalité philosophique.

démontons les arguments

Avec eux, démontons tous les arguments des défenseurs de l'inégalité:

— l'égalité voudrait dire **uniformité**; mais c'est l'inégalité pourtant qui engendre la normalisation, la standardisation, afin de fixer chaque individu à un point de la hiérarchie sociale, de conserver un ordre des choses asséné comme "naturel", de paralyser chacun à sa fameuse "place" dans la société.

On ne voit pas pourquoi l'égalité des revenus, par exemple, impliquerait une quelconque uniformité dans la façon de les utiliser.

— l'égalité entraînerait l'**improductivité** d'une société. Outre que l'on n'en sait rien[1], on peut aussi rétorquer que les inégalités amènent des résistances, des gaspillages, des désespoirs, des aliénations et des exclusions que l'on ne peut qualifier de productifs pour quiconque. La guerre de tous contre tous est contre-productive sur le plan de l'avancée de notre civilisation.

— l'égalité deviendrait **liberticide**, l'égalité ferait le lit des **totalitarismes**. Pour toute réponse, nous demanderons quelle est la liberté du sans domicile fixe qui ne peut vivre décemment (et ne peut non plus voter, véritable non-citoyen car sans revenu), quelle est celle de l'illettré, celle de tous les exploités ? Comme le notait J.Duboin dans *Libération* : « *Aurait-on la prétention d'être libre aujourd'hui ? Chacun dépend de quelqu'un On appellerait libres des esclaves de la faim? du hasard? de l'ignorance? Comment peut se croire libre celui qui vit dans l'épouvantable angoisse de ne pouvoir, demain, subvenir à la subsistance des siens? Libre de quoi ? De sombrer dans le vice ou l'immoralité, ou de s'abandonner au désespoir, ou de se jeter dans les bras du premier hâbleur venu qui se prétend le Messie!*»

Le totalitarisme ne s'affiche pas forcément toujours sous les traits d'une société militarisée, et le libéralisme, bien que plus subtil dans sa propagande idéologique et dans ses moyens de contrôle pour le maintien de son hégémonie, a plus d'un trait de ressemblance, avec beaucoup de totalitarismes avérés, et surtout n'en n'est pas moins cruel pour une fraction grandissante de la population mondiale.

L'égalité est en fait la condition première de toutes les libertés, et aussi celle de la fraternité. Elle est en fait la condition première de tout pacte démocratique authentique (et cela tous nos politiques, et malheureusement tous nos concitoyens l'ont oublié ou se sont laissés convaincre du contraire par les propagandistes falsificateurs prônant le libéralisme comme "condition naturelle" de la vie en société).

Et en effet, comment reconnaître comme frère celui qui n'est pas mon égal ? Ce qui ne nie en rien son altérité et son identité, car il est mon *"alter ego"*

justice et égalité

Reprenons Aristote qui consacre le livre V de l'Ethique à Nicomaque à la justice: «*le juste nous fait nous conformer aux lois et à l'égalité; l'injuste nous entraîne dans l'illégalité et l'inégalité (...) la justice contient toutes les autres vertus. Elle est une vertu absolument complète parce que sa pratique est celle de la vertu accomplie. Or ce caractère de vertu accomplie provient du fait suivant: celui qui la possède peut manifester sa vertu également à l'égard d'autrui et non seulement par rapport à lui-même.*» (chapitre premier).

————

1. la seule société, proche de la nôtre, car on ne peut prendre en compte ici des sociétés tribales trop éloignées culturellement de nos modèles (le débat ne serait plus le même) à peu près égalitaire ayant été celle des citoyens grecs, que l'on ne peut toutefois taxer d'improductivité, notamment sur le plan scientifique, artistique, philosophique et économique.

La justice implique la reconnaissance d'autrui comme mon égal : de ce postulat, Aristote déduit des principes éthiques pour guider le politique et fonder la démocratie.
Dans la vie en société, la justice implique une distribution égale des moyens nécessaires au "vivre bien, avec et pour les autres, dans des institutions justes", synthèse de l'optimum éthique et politique pour les philosophes grecs...et les autres.
Et une distribution égale constitue une juste mesure, un équilibre harmonieux dans la répartition des biens et des richesses de tous ordres.

commune mesure

L'égalité n'aime pas l'extrémisme mais au contraire induit la réciprocité, attribuer à chacun sa part en fonction d'un pacte social garant de la réciprocité: pacte fondateur de toute éthique et de toute politique humaines.
Cette juste mesure ne s'établit que par l'accord sur une commune mesure régulant et dynamisant la vie sociale. Et cette commune mesure s'appelle "besoin" (l'autre nom du lien social, un besoin pas seulement matériel mais aussi un besoin de reconnaissance sociale) et "monnaie" (ou moyen symbolique de matérialiser l'échange qui comble le besoin; moyen symbolique permettant d'instaurer une égalité, donc une justice, dans les termes de l'échange, tant du côté de ceux qui échangent, que du côté du bien échangé). Le besoin car «*quant au fait que c'est le besoin qui maintient la société, comme une sorte de lien, en voici la preuve: que deux personnes n'aient pas besoin l'une de l'autre, ou qu'une seule n'ait pas besoin de l'autre, elles n'échangent rien*»; et la monnaie, car «*elle est une sorte d'intermédiaire qui sert à apprécier toutes choses en les ramenant à une commune mesure. Car s'il n'y avait pas d'échanges, il ne saurait y avoir de vie sociale; il n'y aurait pas davantage d'échange sans égalité, ni d'égalité sans commune mesure.*» (chapitre V)
Il nous paraît éminemment significatif qu'Aristote place au coeur de son livre consacré à l'éthique, le problème d'une justice nécessairement égalitaire dans sa distributivité, d'une justice maintenue d'une part par le besoin d'échange (économique ou immatériel - et Aristote insiste sur l'amitié entre égaux comme sentiment social indispensable à la démocratie), véritable lien social, et d'autre part l'instauration d'une monnaie d'échange, garante de ce lien social, car seule commune mesure. Cette monnaie d'échange, selon Aristote, "*tend à être plutôt stable*" et permet d'éviter les pertes et les profits pour maintenir la justice distributive. Elle introduit une équité corrective dans les échanges de biens a priori sans commune mesure entre eux (il donne l'exemple d'un échange de services entre un médecin, un cordonnier et un architecte: «*Toutefois, ce n'est pas au moment où se fera l'échange qu'il faut adopter ce rapport de proportion; autrement, l'un des termes extrêmes aurait doublement la supériorité dont nous parlons; c'est au moment où chacun est encore en possession de ses produits. A cette condition, les gens sont égaux et véritablement associés parce que l'égalité en question est en leur pouvoir.* » et condamne par là-même toute l'idéologie du libre marché et les abus des spéculations de toutes sortes).
La monnaie est une convention, fixée par la loi, qui permet d'instaurer l'égalité et de maintenir la justice.
Point de fétichisme donc ou de valeur intrinsèque, sacrée, de la monnaie: «*elle est d'institution, non pas naturelle, mais légale, et il est en notre pouvoir, soit de la changer, soit de décréter qu'elle ne servira plus.*» (chapitre V) Quoi de plus réjouissant que cette convergence entre la philosophie et l'économie distributive que nous aimons défendre ?
(Et on comprend mieux aussi pourquoi la philosophie ne s'enseigne plus que quelques heures, voire plus du tout (Etats-Unis), dans nos sociétés capitalistes et inégalitaires.)

d'Aristote à Duboin

Ainsi, pourrions-nous dire qu'Aristote, déjà, fonde les principes d'une société distributive. Rappelons ici quelques passages en écho de J. Duboin : «*Toute l'histoire humaine tend vers cette égalité absolue qui est la condition même de la liberté. L'abolition de l'esclavage, celle des privilèges héréditaires, la liberté religieuse, la liberté d'association, la liberté de parole, furent des étapes vers cette égalité économique que la science nous permet enfin de conquérir. Si l'on affirme solennellement que les hommes naissent libres et égaux en droits, c'est qu'on anticipe fâcheusement sur les réalités.*» (Libération). Et l'un des sous-titres de cet ouvrage, "*de l'échange à la distribution* ", indique bien le point d'ancrage d'une justice toute aristotélicienne, qui par la monnaie corrige les éventuelles inégalités de l'échange et se porte garante de l'équité proportionnelle de la distribution, qui légitime le changement de monnaie lorsque la fonction de celle-ci se pervertit en entravant la justice, en produisant des inégalités.
Le raisonnement philosophique doit ainsi accompagner toute notre réflexion sur l'économique; comme on le voit, dès ses débuts, la philosophie tend à vouloir résoudre des problématiques qui sont toujours les nôtres.

le dernier obstacle

Un grand changement s'est produit: les avancées scientifiques et technologiques actuelles permettraient la mise en oeuvre de conditions de vie justes et bonnes, réclamées depuis des siècles.
Désormais, le seul obstacle réside en l'impossibilité pour notre société à admettre aujourd'hui l'égalité de tous les terriens.
C'est pourquoi la revendication progressive d'une réduction des inégalités et l'éducation philosophique quotidienne de nos concitoyens doivent aller de pair. Paul Ricoeur l'exprime ainsi après tant d'autres: «*L'éducateur politique, surtout dans les sociétés industrielles développées, ne sera plus simplement un protestataire, comme il l'a été et comme il doit l'être encore, face à l'injustice et l'inégalité, face aux formes anciennes de la pauvreté et aux formes nouvelles créées par les économies industrialisées; il devra aussi préparer les hommes à cette responsabilité de la décision collective. (...) La tâche de l'éducateur, dès lors, me paraît double: d'abord, faire apparaître la signification éthique de tout choix en apparence purement économique; ensuite, lutter pour l'édification d'une démocratie économique (...) ...nous sentons tous que l'égalité est seule vraie: nous sommes bien convaincus que les hommes sont foncièrement semblables; qu'ils sont sans mérite véritable; que chacun est héritier du travail de tous et que des écarts trop grands entre les niveaux de vie détériorent les rapports humains; mais nous savons bien aussi que la société égalitaire ne peut être immédiatement réalisée, mais seulement par une réduction progressive entre les niveaux et les genres de vie. (...) la société égalitaire ne peut être réalisée que par une action corrective constante.*» (Tâches de l'éducateur politique, 1965).
Les barrières culturelles, idéologiques ne pourront céder que sous la pression de raisonnements justes tenus par une fraction grandissante de la population. Les idées de la Révolution française se sont répandues en un siècle...le temps et les idées, soutenues par les paroles vivifiantes des éducateurs politiques que sont les philosophes, et relayées par les paroles actives et effervescentes des citoyens, sont les alliés les plus sûrs des avancées de la société que nous voulons pour notre avenir afin de ne pas laisser se propager les barbaries des sociétés inégalitaires, et conséquemment liberticides et fratricides.

Quelques extraits de nos récentes lectures apportent d'autres éléments de réponse.

LA GRANDE IMPLOSION
de Pierre Thuillier

Ce livre de près de 500 pages est une fiction. Il résume les conclusions auxquelles ont abouti les membres d'un groupe de recherches qui s'est spontanément constitué en 2077 pour étudier la fin de la culture occidentale, concrétisée par ce que l'on appelle "la Grande Implosion".

L'éclatement de l'Occident est le résultat des soubresauts, des crises, accompagnés d'émeutes, d'attentats, de dynamitages qui ont précédé "les ultimes spasmes de l'an 2002". Essentiellement, le groupe cherchait à *«comprendre l'histoire spirituelle de l'Occident. Qu'était-ce donc que "la culture occidentale moderne" ? Quand et comment était-elle née ? Sur quels choix, sur quels principes, sur quelles croyances s'était-elle fondée ? Pourquoi s'était-elle lentement délabrée ? Pourquoi les Occidentaux n'avaient-ils pas vu venir la catastrophe ? Pourquoi, en tout cas, n'avaient-ils pas su l'éviter?»*

«Il a fallu attendre 1999 pour que la grogne commence à se transformer en authentique colère dans quelques zones particulièrement chaudes. Pratiquement personne, encore en l'an 2002, n'imaginait que le système pût bientôt s'effondrer… Les élites politiques, économiques et culturelles, à la fin du XXe siècle, se sont comportées comme si la gravité de la situation leur échappait. Elles s'acharnaient à résoudre au coup par coup une foule de problèmes jugés "urgents" sans jamais remettre en question les grands principes (explicites ou implicites) sur lesquels étaient fondées leurs pratiques.»

Les origines de la "modernité", c'est à dire de l'implosion, il faut les chercher au Moyen Âge, *« à peu près après l'an mille, lorsque l'Occident avait inventé et créé un nouveau type de ville, un nouveau type de culture urbaine »* marqué par la renaissance du commerce. *«Désormais, à travers toute l'Europe, la ville serait la place forte du marchand…»* Le marchand (ou le bourgeois, ces deux termes étaient synonymes à l'époque) *« a conçu l'organisation sociale et juridique de sa ville dans un esprit essentiellement utilitaire. Acheter et vendre librement, voilà ce que désiraient avant tout les bourgeois, voilà la philosophie profonde qu'ils avaient de la "liberté". La base de leur pouvoir, c'était le commerce; et sa fin ultime, le commerce également… Pas à pas, guidés par leur vocation mercantile, ils se battaient simplement pour avoir le droit de circuler et d'échanger, pour payer moins d'impôts, pour échapper au contrôle des autorités en place et pour contrôler eux-mêmes tout ce qui touchait à la production des biens, à la sécurité du commerce, aux circuits monétaires, etc.… Il n'était pas terriblement exigeant, le marchand. Qu'on lui accorde "le droit" de faire ce qu'il voulait et il était satisfait. Loin de lui l'idée d'opprimer ces concitoyens ; il lui suffisait qu'ils devinssent les producteurs et les consommateurs dont il avait besoin pour prospérer… Les idéaux du bourgeois, de façon toujours plus nette et plus profonde, allaient structurer l'ensemble des croyances et de pratiques auquel les "modernes" donneraient le nom de "civilisation". La société des marchands, pour assurer le bon fonctionnement des échanges, avait mis au point un ensemble de lois et de réglements. Comme le confirment surabondamment nos archives, les institutions dites "de Justice" et les institutions commerciales vivaient donc en étroite symbiose »…* Les Occidentaux *« avaient fini par se soumettre si complètement à l'argent, que toute réflexion réellement critique sur leur propre "civilisation" leur était interdite. Pour nous, les choses vont de soi : une société dominée depuis ses origines par la figure du Marchand était une société gravement handicapée, d'ores et déjà condamnée à la stérilité poétique et spirituelle ».* Et cela a duré jusqu'en 2002, jusqu'à la Grande Implosion.

J-P M.

LA COMPLÉMENTARITÉ
de Henri Liberge

C'est R. Gimonneau, un lecteur de Tonnay-Charente, qui a lu ce livre pour nous :

LE BUT DE L'ÉTHIQUE

Le but de l'éthique est de chercher la meilleure façon d'organiser l'existence de l'homme en définissant quel doit être son comportement dans ses rapports avec ses semblables et avec son milieu en tenant compte de la différence des autres créatures.

Pour faire triompher le bien, point n'est besoin de solliciter les dieux, c'est à l'homme de le créer par l'établissement de ses rapports sociaux.

La loi de la vie, c'est celle de l'association, l'indispensable complémentarité invite les individus à s'associer pour assurer leur survivance et la continuité de l'espèce…Il y a complémentarité dans les différences qui caractérisent les éléments de la matière, il y a complémentarité dans l'immense variété des organismes, il y a complémentarité entre les individus, entre les races.

Les différences entre les individus doivent être perçues dans le sens de la complémentarité et non pas dans celui de la compétitivité, créatrice d'injustices et d'inégalités. C'est de cette mauvaise interprétation que vient le malheur des hommes. La complémentarité ignorée, les différences ont été interprétées comme des aptitudes de valeur inégale qui classent définitivement les individus. Les uns deviendront l'élite, et les autres resteront la masse, les premiers profiteront, les seconds produiront pour eux. Il faudrait reconnaître que tous les hommes possèdent effectivement des aptitudes différentes, qui toutes ont leur utilité.

Tous les travaux, quels qu'ils soient, ont droit à la considération, le manuel vaut l'intellectuel puisque l'un et l'autre sont complémentaires et tout autant indispensables pour le développement de la communauté.

…Il faut montrer que l'utilisation de la complémentarité en rejetant l'égoïsme est forcément génératrice d'une morale sociale envers les individus comme envers les nations.

L'homme doit prendre conscience que son action n'a de sens que si elle s'inscrit dans l'accomplissement d'un effort collectif pour la réalisation d'un acte contribuant à l'amélioration des conditions d'existence de tous.

… La prise en considération de l'indispensable solidarité entre tous les hommes et entre toutes les races est l'un des principes fondamentaux capables de changer les comportements et les mentalités.

… Découvrir la complémentarité et la manière dont elle peut être utilisée, c'est découvrir le mécanisme de la vie.

Je reçois la G.R. tous les mois comme une bouffée d'air frais, d'intelligence. Mais comment augmenter l'audience ? et faire progresser la logique dans ce monde anesthésié, tierséïte, où l'inversion du sens triomphe, où un "petit" conservatisme soutient le "grand" et où les gens aux revenus les plus modestes pensent que leur avenir dépend de la bonne santé du "marché" et des "investisseurs institutionnels". Tristesse et sentiment d'échec ! Votre père, vous, ma famille, moi, tous les amis écrivailleurs, débatteurs, conscientisés comme le dirait Rosan Girard… 60 ans d'efforts, pacifiques, humanistes, et constater dans quelle faillite mondiale nous sommes !
Il faut pourtant continuer.

R.M., Uzès

***

Dans votre numéro de janvier "L'inertie des médias" où vous faites apparaître le résultat de la réaction des 133 journalistes concernés, je me rends compte que nous ne pouvons compter sur eux (l'on fait de tout avec l'argent, sauf des hommes) serviles à notre société dominée par le pouvoir de l'argent ,"le veau d'or".
Alors que dans ce milieu, le devoir est d'informer le lecteur de toutes solutions novatrices et constructives, les journalistes s'enferment dans une pensée unique et par là-même influencent, orientent leurs lecteurs, ils entretiennent par omission, volontaire ou non, le mensonge. Cela est criminel lorsqu'on voit les méfaits de cette civilisation (crimes, suicides, sectes…).

J.F., Le Chesnay

***

J' apprécie le travail de fond des intervenants de la G.R., de bon nombre de ses lecteurs, et leurs efforts que je partage pour élargir l'audience de l'E.D. comme le font également le MAD et les GSED.
Avec une petite réserve ou mise en garde…Il semble parfois que certains vivant en vase clos prennent leurs désirs pour des réalités en matière de changement de système.

A-L W

Au regard des luttes, revendications, de l'état des consciences d'un prolétariat qui ne se reconnaît pas comme tel, du bio-comportement, des automatismes socioculturels, du pouvoir de la classe dominante et de ses collabos ; il n'y a pas de quoi se laisser aller à un optimisme exacerbé, à un romantisme révolutionnaire, à l'auto-congratulation, aux vœux pieux, à l'écrit exutoire, à la vérité envers et contre tous, à des réminiscences de frustration de reconnaissance…
Je me méfie autant du tout ou rien que du réformisme… aussi, à ceux qui disent ou écrivent :"la révolution et la révolution comment ?" rajouterais-je :"avec qui ?" sans oublier qu'une révolution est souvent accompagnée ou suivie d'une contre-révolution ; que la révolution pour se protéger sombre souvent dans le totalitarisme, qu'une classe dominante en remplace une autre…
D'accord sur le constat que la source de nos problèmes est le capitalisme et aussi le bio-comportement, les automatismes socioculturels. Restent des questions : "Quelles étapes transitoires de rupture ? avec qui ? quelles actions à part la diffusion ? la population est-elle réellement prête ? la classe dominante se laissera-t-elle déposséder de ses privilèges sans violence ? "
Notons également que chaque jour qui passe, de plus en plus d'individus sont exclus et ne seront plus en état physiquement et psychologiquement de lutter… Y a-t-il une vie avant la mort ? Stop…Urgence… Stop… Nous on crève… Stop! "Paix à son âme", tu parles !

P.C., Thouars

Réponses: Les transitions, on en parle, on en propose. Les actions, nous soutenons toutes celles qui nous paraissent aller dans le bon sens, telles que celles des *SELS*, et autres réseaux d'échanges, nous participons à *"BIEN"*, à la **"** *Maison de Grenelle"*, nous nous expliquons dans le monde entier sur *"internet"*. En rapport avec les "*Périphériques vous parlent"* nous allons essayer de faire quelque chose avec eux, et vous encourageons vivement à en faire autant. Non, la population n'est pas prête. Non, la classe dominante ne se laissera pas déposséder.
Nous faisons ce qui nous parait être le mieux, mais nous ne sommes ni parfaits, ni tout-puissants !

***

Dans la rubrique "Courrie" du N° 951, j'ai beaucoup apprécié la lettre de J.T. Savigny-sur-Orge préconisant la reprise des réunions de propagande d'autrefois que j'ai aussi connues.
A mon avis, il faudrait en premier, constituer le plus grand nombre possible de groupes (cellules) pour trouver parmi eux les abondancistes pouvant organiser ces réunions, beaucoup en étant empêchés pour diverses raisons dont l'âge, comme c'est mon cas.
Pour faciliter ces regroupements, pourriez-vous mettre en contact les abonnés de la G.R. d'une même région ? Par exemple, en ce qui me concerne, ceux de la région entre Melun - Fontainebleau - Milly-la-Forêt- la Ferté Allais.

P.R., Soisy sur École

Réponse: Nous le faisons dès que des offres se présentent. En voici justement :

M-L PROTHERY
à 69520 GRIGNY
souhaiterait connaitre des abonnés de GIVORS (69)
et de l'ensemble du canton.

Françoise BOUCHOT
46 rue de Mirecourt
88270 VILLE-SUR-IIION
se propose d'être la correspondante du journal pour la région des
VOSGES

***

Espérant que les thèses économiques soutenues par la GR. seront chaque jour mieux reconnues comme les solutions adé-

quates aux défauts du système dit "du libre échange". Car il est grand temps que l'humanité réussisse à s'échapper des conditions d'exister et de penser actuelles en s'appuyant sur les règles de l'économie distributive. En utilisant ces moyens de gérer et de distribuer l'abondance, il est raisonnable de penser que l'aspiration à consommer trouvera une nouvelle place dans la hiérarchie des besoins, ...moins importante...Ainsi et heureusement, un nouvel espace s'ouvrira à l'humanité, moins grégaire, dans lequel elle pourra connaître d'autres aventures... la culture, la connaissance scientifique, l'art, l'écologie, la philosophie et la politique seront les proues des vaisseaux d'exploration.

Il est grand temps de passer à une autre dimension, car une ombre plane sur ce tableau, la surpopulation. En effet, combien d'individus sur terre la production abondanciste peut-elle satisfaire ? Si la population mondiale atteint les chiffres prévus, ne risque-t-on pas d'assister alors au maintien d'une rareté permanente, sauvegarde du système capitaliste ? Et ce dernier, n'a-t-il pas intérêt (dirigeants et privilégiés) à laisser incontrôlé cet accroissement de la population mondiale ? Raison supplémentaire pour espérer et agir afin que l'économie distributive s'instaure rapidement car l'élimination de la rareté, du manque et de la misère, représente le meilleur moyen de contraception (exemple des pays occidentaux). Si nous voulons que les prochaines générations connaissent de nouveaux élans, de nouveaux idéaux autres que ceux que nous leur proposons aujourd'hui, responsables de l'utilisation des moyens de fuite ou de révolte (délinquance, drogue, alcool...), il est souhaitable que cette nouvelle année ou les prochaines voient s'ouvrir ces nouveaux horizons.

A.L., Yerres

***

Avec tous mes voeux 96, je vous souhaite bon courage dans votre travail si utile de "désintoxication" économique et politique. Il est bien difficile de faire entendre une voix minoritaire mais éclairée dans le vacarme assourdissant de la "pensée unique".

... Je suis content que Charlie-Hebdo *ait parlé de vous dans un récent numéro.... Heureusement que subsistent quelques bouffées d'oxygène au-dessus de la chape de plomb du libéralisme. Mais on peut observer çà et là, de plus en plus, les signes avant-coureurs d'une prise de conscience, d'un autre discours. Le gros mensonge de l'économie de marché se fait voyant et indigeste pour une part, me semble-t-il croissante, de la population...*

M.M., Ermont

Dictature de la croissance

Nous avons dit le mois dernier tout le bien que nous pensons de cet ouvrage, mais la référence a été oubliée.

Le livre de **Gérard Moreau** qui porte ce titre a été publié en septembre 1995 aux éditions

Deleatur, BP 2243
49022 Angers Cedex 02.

***

Il me semble qu'André Prime se fourvoie lorsque dans son article "Le maçon et l'architecte" (G.R. 946) il écrit :"Cette rupture a pour cause principale l'automatisation de la production".

A mon avis, l'automatisation n'est qu'une réponse aux méthodes mises en œuvre par la concurrence, pour abaisser le coût de fabrication d'un produit. Mais la rupture est causée par le jeu capitaliste, avec des règles différentes selon les régions du globe où sont produits les biens. Le capitalisme, nous le savons tous, permet de vendre au même prix en un même lieu, deux produits identiques, l'un fabriqué selon les normes européennes, avec une législation protégeant le travailleur et son environnement, l'autre sans norme du tout, dans des pays où l'on ne craint pas de faire travailler des gosses, de nuit comme de jour, sans protection ni salaire.

Bien des tâches pourraient être automatisées dans certaines industries en France. Mais compte tenu de la faible valeur ajoutée au produit, de la modicité des salaires, ce ne serait pas rentable nous dit-on. Ça ne le sera que lorsque le prix de vente des produits concurrents aura encore baissé. Les capitalistes n'automatisent pas leurs usines par plaisir, simplement par souci de gagner toujours plus. Et il arrive qu'il soit encore plus économique de rémunérer des "esclaves" que d'investir dans une machine. Une chose qui m'étonne, c'est que ces rapaces n'aient pas encore pensé à installer des usines dans la jungle, avec des chimpanzés pour travailleurs. Beaucoup "d'opératrices" (anciennement les O.S.) répètent quotidiennement des opérations que seraient capables d'effectuer ces animaux. Les accidents de travail ne coûteraient que la formation du successeur, et il n'y aurait aucun problème de retraite, ni revendication. Je ne souhaite évidemment pas cet avatar à mes frères quadrumanes, et je n'ai écrit ceci que pour remarquer le manque total d'imagination de notre patronat frileux, plaintif, cupide, égocentriste, méprisable.

J.F.A., Artenay

***

Je suis un peu déçu de constater le peu de compréhension de nos compatriotes qui nous regardent comme des gens anormaux, qui ont perdu la raison. Certains se moquent de nous et se facheraient presque si nous insistions...Ces tristes constatations m'ont permis de mieux observer nos semblables et de m'apercevoir que nous avions à faire à des "égoîsmes extrêmes"... À tous les envois pour faire connaître l'ED, je n'ai reçu aucune réponse. Les quelques personnes que j'ai contactées m'ont répondu «Excusez-moi, je n'ai pas encore eu le temps de lire ce que vous m'avez adressé».

Malgré mes 80 ans, je ne désespère pas, je cherche comment faire passer nos idées, elles finiront bien par germer.

A.G.,Miramas

La "Grande Relève" analyse et propose :

CONSTATER :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.
Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.
Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

> *le pouvoir d'achat*
> *ne peut plus être mesuré*
> *par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1]**.**

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou
économie distributive,
qui pose en principe que :

> *toute production*
> *physiquement et*
> *écologiquement réalisable*
> *doit être*
> ***financièrement***
> *possible.*
> *Et quand elle a été réalisée,*
> *tout citoyen doit avoir*
> *le pouvoir d'achat nécessaire*
> *pour en acquérir* ***sa part.***

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail.*
Une double réorganisation s'impose donc :
celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".
D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen (compte postal ou dans une banque "nouveau régime"), de sa naissance à sa mort.
Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.

→

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue (ou même plus simple) à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2], des besoins des services publics et des investissements nécessaires.
Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

LA TRANSITION

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3].
L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence,* minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté,** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

LE CONTRAT CIVIQUE

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique[5]. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

3. voir notre N° hors série de 1992.
4. voir notre N° 901.
5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité,* être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".
La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire,** (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

Quelques ouvrages[6] permettant d'approfondir la réflexion sur ces propositions sont disponibles, et le mensuel *La Grande Relève* a une tribune libre pour en débattre.

M-L D

6. consulter la liste de nos publications dans *La Grande Relève.*

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

Pour en savoir plus sur nos propositions, pour en discuter dans une tribune libre, abonnez-vous (130F par an pour 11 numéros) en écrivant à

LA GRANDE RELEVE

BP 108

78110 LE VÉSINET

CCP 13 402 39 M Paris